

# **CONTRIBUTION DE LA SOCIETE TELE2 FRANCE SAS DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP CONCERNANT LE PROJET DE DECISION VISANT A LEVER LA REGULATION SUR LE MARCHE DE GROS DES OFFRES D'ACCES LARGE BANDE LIVREES AU NIVEAU NATIONAL**

Le 27 juin 2005, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après l' "ARCEP" ou l' "Autorité") avait initié une consultation publique relative à un projet de décision visant à réguler le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national. Dans ce projet, l'ARCEP constatait la pertinence de ce marché, bien que celui-ci ne soit pas listé dans la Recommandation C(2003)497 de la Commission des Communautés européennes (ci-après la "Commission") du 11 février 2003<sup>1</sup> et la nécessité d'imposer à France Télécom, qui disposait d'une influence significative sur celui-ci, plusieurs obligations *ex ante* afin de lui permettre de tendre vers une situation concurrentielle.

Ce projet de décision a parallèlement été soumis à la Commission, conformément au dispositif institué par l'article 7 de la Directive "Cadre". Dans ses observations en date du 26 juillet 2005, la Commission a souhaité que la durée de validité de la future décision de l'ARCEP soit limitée à une année, compte tenu, notamment, des évolutions de ce marché qu'elle anticipait à ce stade . La Commission a également justifié cette demande en relevant que la mise en oeuvre "*complète et effective*" des obligations *ex ante* imposées à France Télécom sur les autres marchés de gros du haut débit devrait permettre un allègement de la régulation sur ce marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national.

Ayant suivi les recommandations de la Commission, l'ARCEP a donc limité la durée de validité de sa décision n°05-281, celle-ci arrivant à échéance à la fin du mois de septembre 2006.

C'est dans ce contexte que l'ARCEP soumet aujourd'hui à consultation publique un nouveau projet de décision concernant ce marché, dans lequel elle estime qu'il n'est plus nécessaire d'imposer une régulation *ex ante* à France Télécom sur celui-ci.

Ainsi que Tele2 l'a déjà souligné dans les différentes contributions qu'elle a adressées à l'ARCEP dans le cadre des consultations publiques relatives au marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national, il lui semble indispensable que ce marché demeure régulé. En effet, Tele2 ne partage aucunement l'analyse de l'Autorité selon laquelle ce marché serait désormais concurrentiel. Bien au contraire, son évolution actuelle ne paraît pas remettre en cause la domination de France Télécom et les arguments avancés par l'Autorité ne sont pas, de l'avis de Tele2, de nature à remettre en cause cette analyse (cf. point I).

---

<sup>1</sup> Recommandation concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation *ex ante* conformément à la directive dite « cadre » (ci-après la "Recommandation").

Par ailleurs, les conditions posées tant par l'Autorité que par la Commission pour qu'une éventuelle dérégulation du marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national soit envisageable ne sont pas, à ce jour, remplies. En effet, et ainsi que Tele2 l'a rappelé ci-dessus, ces deux autorités avaient précisé que tel pourrait être le cas lorsque les obligations imposées sur le marché de gros du dégroupage et sur celui des offres d'accès large bande livrées au niveau régional seraient complètement effectives. Or, force est de constater que tel n'est pas encore le cas (point II).

Dans ce contexte, Tele2 estime que les obligations imposées à France Télécom au titre de la décision n°05-0281 devraient donc être reconduites au moins pour une année.

## **I. LE MARCHE DES OFFRES DE GROS D'ACCES LARGE BANDE LIVREES AU NIVEAU NATIONAL N'EST TOUJOURS PAS PLEINEMENT CONCURRENTIEL**

L'ARCEP justifie sa volonté de déréguler le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national en faisant valoir que :

- Le poids du marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national aurait diminué par rapport à l'ensemble des marchés du haut débit ;
- La part de marché de France Télécom aurait décliné pour se situer aux environs de 40% et, partant, cette dernière ne serait plus dominante sur le marché ;
- Le processus de définition des obligations comptables imposées à France Télécom sur les marchés de l'accès et de l'interconnexion serait en cours de finalisation.

Cette argumentation ne saurait convaincre et fonder une décision aussi importante que celle visant à abandonner la régulation de ce marché.

En premier lieu, le fait que la taille d'un marché diminue est sans incidence sur la nécessité ou non de réguler celui-ci, dès lors que ce marché demeure pertinent au sens de la Recommandation et est effectivement soumis à l'influence significative d'un (ou plusieurs) opérateur

En deuxième lieu, l'ARCEP considère qu'étant donné l'évolution de la part de marché de France Télécom, dont la baisse témoignerait, selon elle, d'un accroissement notable de la concurrence sur le marché, celle-ci ne serait plus dominante sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national. Tele2 estime qu'une telle analyse est erronée et, à tout le moins, insuffisamment fondée. D'une part, la part de marché de France Télécom est bien supérieure à celle calculée par l'ARCEP dès lors que l'on prend en considération l'autoconsommation (cf. point A). D'autre part, la part de marché de France Télécom ne constitue pas le seul critère quantitatif à prendre en compte pour juger de son influence sur le marché considéré (cf. point B). Par ailleurs, l'appréciation de l'éventuelle domination d'un opérateur se fonde, certes, sur des critères quantitatifs mais également sur des critères qualitatifs. Or, force est de constater que France Télécom dispose de multiples avantages qualitatifs, lesquels viennent asseoir

sa position sur le marché (cf. point C). Enfin, l'arrivée (à ce stade encore hypothétique) d'un troisième opérateur sur ce marché ne paraît pas de nature à permettre une remise en cause de la domination de France Télécom et à assurer le développement effectif de la concurrence (cf. point D).

En dernier lieu, les obligations de séparation comptable visées par l'ARCEP (mais également par la Commission dans ses observations précitées) sont encore loin d'être effectives. Plus encore, si l'application de ces obligations *ex ante* pourrait permettre de s'assurer de l'absence de comportement anticoncurrentiel de France Télécom sur ce marché, ce contrôle n'interviendra toutefois qu'*a posteriori*, du fait du nécessaire décalage entre la réalisation des opérations et leur enregistrement ainsi que leur traitement comptable. Or, compte tenu du caractère fortement évolutif des marchés du haut débit, cette situation pourrait être particulièrement préjudiciable aux opérateurs alternatifs et aux FAI.

## **A. Dès lors que l'on prend en compte l'autoconsommation, l'influence significative de France Télécom est établie sur le plan quantitatif**

La question de la prise en compte de l'autoconsommation est particulièrement cruciale s'agissant du marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national.

Ainsi que Tele2 l'avait indiqué dans sa réponse en date du 15 octobre 2004 à la consultation additionnelle lancée par l'ARCEP le 5 octobre de la même année sur les problématiques spécifiques au marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national (contribution à laquelle elle renvoie pour davantage de détails sur ce point), la prise en compte de l'autoconsommation de France Télécom apparaît totalement justifiée dans la mesure où :

- les principes posés par le nouveau "paquet télécom" imposent aux ARN d'apprécier *in concreto* la position des opérateurs sur les marchés ainsi que les incidences d'une éventuelle régulation *ex ante* sur les marchés de détail associés ;

Il est donc indispensable de prendre en considération les accès produits par France Télécom pour son propre compte puisque ces accès ont une importance fondamentale au niveau du marché de détail, ainsi que l'avait déjà relevé l'ARCEP dans ses précédentes analyses.

- Les autorités de concurrence prennent dûment en compte l'autoconsommation lorsqu'il est avéré que celle-ci a bien un effet sur le marché analysé<sup>2</sup> ;
- La Commission européenne a, à plusieurs reprises, pleinement approuvé la prise en compte de l'autoconsommation dans le calcul des parts de marché dans le cadre des analyses de marché réalisées conformément aux dispositions du nouveau paquet télécom

---

<sup>2</sup> Voir par exemple l'arrêt rendu par le Tribunal de Première Instances des Communautés Européennes (ci-après "TPICE") le 22 octobre 2002 dans l'affaire Schneider contre Commission.

Ainsi, la Commission précise, par exemple, dans sa décision en date du 25 août 2004 se prononçant sur l'analyse, par l'ARN Irlandaise, du marché de gros de l'accès large bande en Irlande (c'est-à-dire le même marché identifié dans la Recommandation de la Commission que celui sur la base duquel l'ARCEP a délimité le marché présentement analysé), que :

*"ComReg concludes that the market for WBA should include :*

- The provision of bitstream services through self-supply and supply to third parties ;*

*and*

- Self-supply by cable operators and FWA operators".*

Or, si la Commission conteste le second point développé ci-dessus, en estimant que les services fournis par les câblo-opérateurs ne sauraient être intégrés au marché pertinent analysé, elle valide, en revanche, pleinement l'analyse de l'ARN Irlandaise sur le premier point, laquelle a inclus les accès ADSL auto-consommés.

La Commission a confirmé cette analyse dans une décision en date du 6 octobre 2004 relative au marché de gros de l'accès à la boucle locale au Royaume-Uni, que *"In the UK excluding the Hull area, BT's market share in wholesale supply of local access connections (incl. Operators' supplies to their own downstream operations) is around 85% [...]"*<sup>3</sup>.

Or, là encore, la Commission n'a formulé aucun commentaire sur cette méthode d'analyse, démontrant bien la pertinence de la prise en compte des accès auto-consommés.

Malgré ces différents arguments, l'ARCEP, suivant la position développée par le Conseil de la concurrence dans son avis n°05-A-03 en date du 31 janvier 2005, n'avait finalement pas fait sienne cette analyse et n'avait pas tenu compte, dans sa décision n°05-0281, de l'autoconsommation de France Télécom.

Pour autant, Tele2 entend réaffirmer de plus fort la nécessité de prendre en compte l'autoconsommation.

A cet égard et au-delà des arguments précités (qui demeurent pertinents, même s'ils n'avaient pas été retenus), Tele2 souhaite souligner que la Commission expose elle-même que l'autoconsommation peut être prise en compte dans le cadre de son projet de nouvelle recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques.

En effet, dans ce projet, la Commission aborde la question de l'autoconsommation et indique :

### ***"3.1. Self Supply***

---

<sup>3</sup> Soulignements ajoutés par nos soins

*The issue of how to take into account the self provision of wholesale inputs arises frequently in delineating markets. In some cases, what is under consideration is the self supply of the incumbent operators. In others, it is the self supply of alternative operators.*

*In many cases the incumbent is the only firm in a position to provide a potential wholesale service. It is likely that there will be no merchant market as this is not in the interest of the incumbent operator. Where there is no merchant market and where there is consumer harm, there is the need to construct a notional (sic) market when pent-up demand exists. Here the implicit self supply of this input by the incumbent to itself should be taken into account.*

*In other contexts there are alternative firms that also self supply the necessary inputs. In these cases, third party access seekers could potentially move their business to such alternative operators. However, this is normally limited by capacity constraints, the potential lack of ubiquity of these networks, and the likelihood of the alternative providers entering the merchant market quickly. In general self supply by alternative operators will only be considered where these constraints are not present, which is unlikely in practice."*

Il en résulte donc que l'autoconsommation ne saurait être exclue par principe, à plus forte raison lorsqu'elle entraîne un effet sur le marché.

Au demeurant, la Commission a encore très récemment validé la prise en compte de l'autoconsommation pour la détermination des parts de marché d'un opérateur sur un marché de gros du haut débit.

Ainsi, dans sa lettre d'observations en date du 11 août 2006 (datant donc d'il y a quelques jours seulement) afférente au projet de décision de la CTU (ARN Tchéque), visant à réguler le marché 12 listé dans la Recommandation, la Commission précise que :

*"CTc's market share, in terms of the number of broadband accesses provided, was approx. 92% at the end of 2005<sup>4</sup>. Moreover, its market share in terms of selfsupplied access has been growing over the recent years".*

Or, la Commission n'a pas formulé le moindre commentaire ni la moindre réserve sur la prise en compte de l'autoconsommation par cette ARN dans le cadre de l'analyse des parts de marché des différents acteurs présents sur ce marché de gros.

Le point de vue développé par la Commission semble particulièrement pertinent s'agissant du marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national. En l'espèce, la non prise en compte de l'autoconsommation est

---

<sup>4</sup> *This market share calculation takes into account also self-supply. The market share split is as follows : (i) the incumbent: 75.61% (self-supply) and 16.25% (merchant supply), respectively, (ii) GTS Novera Tel: 1.92% (merchant supply), (iii) Radiokomunikace: 0.48% (self-supply), (iv) Czech On Line: 0.01% (self-supply), and (v) FTTx access providers together: 5.74% (self-supply).*

particulièrement pénalisante pour les opérateurs alternatifs et les FAI (et, par voie de conséquence, pour les consommateurs) en ce que les accès auto-consommés par France Télécom (et les conditions auxquelles ils le sont) influent directement sur les offres de détail qu'elle propose.

En outre et en tout état de cause, il paraîtrait particulièrement incohérent, au cas d'espèce, de ne pas prendre en compte l'autoconsommation du seul fait de la réintégration de Wanadoo au sein de France Télécom en 2004. En effet, si la structure du groupe France Télécom était demeurée inchangée, la question de la domination de France Télécom sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national ne se poserait même pas aujourd'hui dans la mesure où les accès en cause seraient considérés comme offerts sur le marché. Il va de soi que si la simple réorganisation capitalistique d'un opérateur dominant devait lui permettre de se soustraire aux obligations réglementaires *ex ante* pesant sur lui, les principes essentiels du nouveau paquet télécom (et l'efficacité de la régulation) se trouveraient gravement remis en cause.

En conséquence, Tele2 réitère sa demande visant à ce que l'autoconsommation de France Télécom soit dûment prise en compte. Cette situation devrait ainsi conduire l'ARCEP à constater que France Télécom dispose de parts de marché tout à fait substantielles sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national, lui conférant une influence significative sur celui-ci.

Pour autant, à supposer même que l'ARCEP ne réintègre pas l'autoconsommation de France Télécom dans l'analyse du marché pertinent considéré, il n'en demeurerait pas moins que France Télécom disposerait d'une influence significative sur celui-ci, compte tenu des autres avantages – colossaux – dont elle dispose par rapport à ses concurrents.

## **B. D'autres critères quantitatifs doivent être pris en compte**

Comme l'ARCEP l'avait fort justement constaté dans le cadre de l'analyse ayant précédé l'adoption de sa précédente décision sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national, les parts de marché ne sont pas le seul critère quantitatif à prendre en compte. En effet, d'autres critères doivent être utilisés, et notamment celui du nombre d'accès DSL contrôlés sur le marché de détail.

Or, ainsi que l'ARCEP le détaille dans son projet de décision, la très grande majorité des accès DSL demeure contrôlée par France Télécom et cette situation ne paraît pas devoir évoluer à court terme. Selon l'ARCEP, celle-ci contrôle 90% de la part du marché des offres d'accès livrées au niveau régional en nombre d'accès et 100% des accès au niveau local. Cette situation lui confère ainsi un contrôle indiscutable sur l'ensemble des marchés du haut débit. D'ailleurs, la part de marché de France Telecom sur les marchés de détail du haut débit ne décroît plus et reste stable aux environs de 50% (France Télécom parvenant, en outre, à conquérir plus de la moitié des nouveaux clients sur ces marchés)<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Cf. présentation diffusée à l'occasion de la présentation des résultats du groupe France Télécom pour le 1er semestre 2006 disponible sur le site Internet de France Télécom.

Ces éléments démontrent donc également l'influence significative de France Télécom sur ce marché, influence confortée par les nombreux avantages qualitatifs dont elle dispose.

### **C. L'examen des critères qualitatifs assoit l'influence significative de France Télécom sur ce marché**

Ainsi que la Commission le rappelle aux points 78 et 79 de ses Lignes Directrices sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché en application du cadre réglementaire communautaire pour les réseaux et les services de communications électroniques en date du 11 juillet 2002 (ci-après les "Lignes Directrices") :

*« 78. Il est important de souligner que l'existence d'une position dominante ne saurait être établie sur le seul fait qu'une entreprise détient d'importantes parts de marché. En effet, comme indiqué plus haut, l'existence de fortes parts de marché signifie simplement que l'opérateur en question pourrait être en position dominante. C'est pourquoi les ARN doivent procéder à une analyse approfondie et exhaustive des caractéristiques économiques du marché pertinent avant de conclure à l'existence d'une puissance sur le marché. À cet égard, elles peuvent également mesurer la capacité d'une entreprise à se comporter, dans une mesure appréciable, de manière indépendante de ses concurrents, de ses clients et des consommateurs en utilisant notamment les critères énumérés ci-dessous :*

- la taille globale de l'entreprise,*
- le contrôle d'une infrastructure qu'il n'est pas facile de dupliquer,*
- les avancées ou la supériorité technologiques,*
- l'absence ou la faible présence de contre-pouvoir des acheteurs,*
- l'accès facile ou privilégié aux marchés des capitaux et aux ressources financières,*
- la diversification des produits et/ou des services (par exemple, produits ou services groupés),*
- les économies d'échelle,*
- les économies de gamme,*
- l'intégration verticale,*
- l'existence d'un réseau de distribution et de vente très développé,*
- l'absence de concurrence potentielle,*
- des entraves à l'expansion.*

79. Une position dominante peut être le résultat de la combinaison des critères susmentionnés, qui, pris séparément, ne sont pas nécessairement déterminants."<sup>6</sup>

L'ARCEP ne saurait donc se contenter d'indicateurs chiffrés pour juger si France Télécom dispose ou non d'une telle influence significative sur le marché pertinent considéré.

L'ARCEP peut d'autant moins le faire que les parts de marché dont bénéficient France Télécom (même en ne tenant pas compte de son autoconsommation) ne permettent aucunement d'exclure, par principe, l'existence d'une domination de cette dernière. En effet, dans ses Lignes Directrices, la Commission a également précisé que :

*"75. Comme l'expliquent les points suivants, une position dominante est déterminée en fonction d'un certain nombre de critères et son évaluation se fait sur la base d'une analyse de marché prospective tenant compte des conditions en vigueur (voir plus haut). Les parts de marché sont souvent utilisées comme un indicateur de puissance. Bien qu'une forte part de marché ne soit pas à elle seule suffisante pour établir l'existence d'une puissance sur le marché (position dominante), il est peu probable qu'une entreprise ne possédant pas une part notable du marché pertinent puisse jouir d'une position dominante. Il est donc improbable que des entreprises dont la part de marché n'excède pas 25 % détiennent une position dominante (individuelle) sur le marché pertinent (76). Selon la pratique décisionnelle de la Commission, une position dominante individuelle n'est généralement à craindre que pour des entreprises dont la part de marché dépasse 40 %; il peut néanmoins arriver que la Commission soupçonne l'existence d'une position dominante en présence de parts plus restreintes (77). D'après une jurisprudence constante, la présence de parts de marché très élevées — supérieures à 50 % — suffit, sauf circonstances exceptionnelles, à établir l'existence d'une position dominante (78). Une entreprise ayant une part de marché élevée peut être présumée constituer une entreprise puissante, c'est-à-dire bénéficier d'une position dominante, si cette part est restée stable dans le temps (79). La circonstance qu'une entreprise jouissant d'une position significative sur le marché voit sa part s'éroder progressivement peut indiquer que le marché devient plus concurrentiel, mais n'empêche pas de conclure qu'il s'agit d'une entreprise puissante. Par ailleurs, la fluctuation des parts de marché dans le temps peut indiquer l'absence de puissance de marché sur le marché pertinent."*<sup>7</sup>

Sur cette base, les constatations de l'ARCEP, lesquelles font apparaître que France Télécom disposerait, selon elle, d'une part de marché de 30% en volume et de 40% en valeur, sont insuffisantes pour pouvoir affirmer que France Télécom n'est pas en situation de position dominante sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national, bien au contraire.

Il est donc indispensable de procéder à un examen approfondi des critères qualitatifs susceptibles de caractériser une éventuelle domination de la part de France Télécom.

---

<sup>6</sup> Soulignements ajoutés par nos soins

<sup>7</sup> Idem



Or, force est de constater que France Télécom les remplit tous. Tele2 renvoie, sur ce point, à la lettre d'observations de la Commission en date du 26 juillet 2005 dans la mesure où l'ensemble des constatations qu'elle contient sur ces critères demeure toujours pertinent à l'heure actuelle :

« II.2.3. Indicateurs qualitatifs

*Les indicateurs qualitatifs évoqués par l'ARCEP sont de deux ordres. L'ARCEP insiste sur la taille de France Télécom et le contrôle d'une infrastructure qu'il n'est pas facile de dupliquer (à savoir, les boucles locales) et se réfère à certains des arguments pris en compte en relation du test des « trois critères », comme les barrières à l'entrée et les risques de prédation.*

*En particulier, selon l'ARCEP, France Télécom couvrirait, en janvier 2005, 90% de la population en ADSL (96% d'ici la fin 2005). Ses concurrents, ayant recours au dégroupage, principalement sur les zones à haute densité de population, ont couvert 50% de la population à l'heure actuelle. Vu que les répartiteurs restants se trouvent dans des zones moins densément peuplées, l'ARCEP conclut que les concurrents de France Télécom, s'ils continuent à dégroupier, devraient faire face à des coûts fixes croissants et pourraient décider de ralentir leur déploiement réseau. Par conséquent, France Télécom est considéré comme un fournisseur d'accès inévitable pour au moins la moitié de la population française, sans que ses concurrents ne soient en position de répliquer sa couverture ADSL dans les trois prochaines années.*

*L'ARCEP prend aussi en compte les économies de gamme et d'échelle suivant la réintégration de Wanadoo dans France Télécom et tous les effets de cette intégration verticale. Elle note à ce sujet que 80% des accès contrôlés au niveau national par France Télécom sont fournis à son entité de détail (production interne) et ceci joue un rôle essentiel dans sa structure de coût de production. L'ARCEP note que seulement 15% des accès large bande contrôlés par les opérateurs sont échangés sur le marché des offres de gros d'accès large bande livrés au niveau national. Par conséquent, les opérateurs intégrés verticalement avec une capacité de production supérieure, comme France Télécom, bénéficient clairement d'avantages au niveau des coûts et d'économies d'échelle. Par ailleurs, vu sa présence sur tous les marchés amont, France Télécom n'encourt pas les coûts de transactions de ses concurrents qui dépendent du dégroupage et des offres de gros d'accès large bande livrés au niveau régional en vue de concourir avec France Télécom sur le marché de gros de l'offre de produits d'accès large bande livrés au niveau national".*

Etant donné ces multiples avantages et, bien que la part de marché de France Télécom (en excluant l'autoconsommation) soit de 40% en valeur, il n'en demeure pas moins que cette dernière demeure dominante sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national.

On relèvera, d'ailleurs, que telle était la conclusion à laquelle était parvenue le Conseil de la Concurrence dans le cadre de son avis précité n°05-A-03, dans lequel il indiquait que :

*"Le Conseil partage cette position, même en ramenant la part de marché de France Télécom sur le marché de gros [national] à moins de 50% du fait de la non prise en compte de l'auto consommation, la taille de France Télécom, son intégration verticale, sa présence sur l'ensemble des marchés des communications électroniques et surtout sa*

*maîtrise de la boucle local de cuivre, sont d'autant d'éléments qui la mettent en mesure, sur ces marchés de se comporter, dans une mesure appréciable, de manière indépendante de ses concurrents, de ses clients et, en fin de compte, des consommateurs"*

En conséquence, Tele2 estime que France Télécom demeure puissante sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national. Cette domination est d'autant plus incontestable que France Télécom dispose également d'une influence significative sur les marchés connexes que sont le marché du dégroupage et le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau régional.

#### **D. L'entrée éventuelle d'un troisième opérateur sur le marché est sans incidence sur l'analyse**

L'Autorité croit pouvoir tirer argument du fait qu'un troisième opérateur (à savoir Completel) devrait prochainement entrer sur le marché pour conforter son analyse quant au caractère concurrentiel de celui-ci.

Toutefois, il ne semble pas que l'offre de cet opérateur soit substituable avec celles proposées par France Télécom ou Neuf Cegetel. En effet, grâce à son association avec Darty, il semble que cet opérateur ait uniquement vocation à proposer des offres à destination des utilisateurs finals (l'ARCEP fait état d'offres multiservices commercialisées par Darty).

Pour autant, rien n'indique (et ne garantit) que cet opérateur proposera effectivement et durablement des offres de gros à destination des opérateurs alternatifs ou des fournisseurs d'accès à Internet. En conséquence, il apparaît, de l'avis de Tele2, prématuré de tenir compte de cet élément pour juger de l'évolution concurrentielle prospective de ce marché.

\*                      \*

\*

France Télécom apparaît donc toujours comme disposant d'une influence significative sur le marché de gros des offres d'accès large bande livrées au niveau national, lequel ne semble donc pas tendre – du moins à court terme – vers une situation davantage concurrentiel.

La nécessité de maintenir, à titre transitoire, une régulation sur celui-ci subsiste, et ce d'autant plus que les critères ayant conduit l'ARCEP à l'identifier en tant que marché nécessitant d'être analysé en vertu du nouveau cadre réglementaire demeure.

En effet, des barrières à l'entrée liées à l'importance des investissements nécessaires pour un FAI *pure player* qui souhaiterait lancer son activité demeurent. A cet égard, à défaut d'offres d'accès large bande livrées au niveau national à un prix compétitif, un FAI devrait engager des investissements particulièrement importants pour pouvoir s'appuyer sur des offres d'accès large bande livrées au niveau régional. Par ailleurs et ainsi que Tele2 l'a souligné ci-dessus, il semble peu probable que le marché puisse évoluer rapidement vers une situation de concurrence

effective. Aussi, ce marché ne saurait être dérégulé et l'ensemble des obligations ex ante pesant sur France Télécom au titre de la décision de l'ARCEP n°05-0281 devront donc être reconduites pour une année supplémentaire.

## **II. L'ENSEMBLE DES OBLIGATIONS EX ANTE APPLICABLES SUR LES MARCHES DU DEGROUPEMENT ET DES OFFRES D'ACCES LARGE BANDE LIVREES AU NIVEAU REGIONAL NE SONT PAS ENCORE EFFECTIVES**

L'ARCEP croit pouvoir légitimer son intention de déréguler ce marché en faisant valoir que les différentes obligations ex ante adoptées dans le cadre de la régulation des marchés du dégroupage et des offres d'accès large bande livrées au niveau régional vont être intégralement appliquées.

Tele2 ne peut malheureusement se rallier à ce constat. En effet, les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable ne sont pas encore effectives, loin s'en faut.

Si le projet de décision a effectivement été mis en consultation publique, l'application proprement dite de ces obligations par France Télécom risque d'être particulièrement longue (notamment au niveau des systèmes d'information). Tele2 est d'autant plus circonspecte que ces obligations sont imposées, dans leur principe, depuis plus d'un an (cf. les différentes décisions sur les marchés du haut débit) sans avoir encore été effectivement mises en œuvre.

Tele2 regrette d'autant plus cet état de fait que si ces obligations avaient été effectivement appliquées, l'ARCEP aurait pu vérifier concrètement leur efficacité avant d'en tirer argument pour proposer la dérégulation du marché en cause.

Au demeurant, leur non application effective conduit, *de facto*, à constater que les conditions évoquées tant par la Commission que par l'ARCEP pour pouvoir envisager une dérégulation de ce marché ne sont pas, à ce jour remplies. Une telle dérégulation serait donc prématurée.

De plus et en toute hypothèse, ces obligations comptables ne permettront qu'un contrôle *a posteriori* d'éventuelles pratiques de prix d'éviction ou de ciseau tarifaire puisque l'ARCEP n'a accès à ces informations qu'une fois que les opérations correspondant aux écritures comptables enregistrées ont été réalisées. Il sera donc particulièrement difficile de détecter (et donc d'intervenir) rapidement d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles de la part de France Télécom sur la base de ces seules obligations.

Une telle situation n'est pas satisfaisante notamment au regard des pratiques passées de France Télécom et de l'évolution rapide des marchés du haut débit.

En conséquence, Tele2 estime qu'une régulation spécifique et propre à ce marché demeure nécessaire. Elle demande donc à l'ARCEP de reconduire l'intégralité des obligations prévues par cette dernière au titre de la décision n°05-0281 pour une année supplémentaire.